

REFONTE DE LA DIRECTIVE SUR LES EAUX RÉSIDUAIRES URBAINES - LE PARLEMENT EUROPÉEN VOTE EN FAVEUR D'UNE DIRECTIVE RÉVISÉE SUR LES EAUX RÉSIDUAIRES URBAINES

Communiqué de presse | 11/04/2023 | Pour diffusion immédiate

Aujourd'hui, les membres du Parlement européen (MEP) ont voté en faveur du texte révisé de la directive sur le traitement des eaux résiduaires urbaines (UWWTD) négocié.

Suite au vote de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI) du Parlement européen qui a eu lieu le 11 mars, le Parlement européen vient d'approuver en séance plénière l'accord provisoire conclu le 29 janvier dernier sur la proposition de révision de la directive sur le traitement des eaux résiduaires urbaines. Cette refonte tant attendue intervient plus de 30 ans après l'adoption initiale de la directive. Bien qu'elles regrettent que certaines dispositions ne répondent pas aux défis qui seront essentiels pour le secteur et la société à l'avenir, les organisations de la société civile se félicitent vivement du soutien apporté par le Parlement européen au texte négocié.

Une refonte indispensable de la directive soutenue par les organisations de la société civile...

Le vote d'aujourd'hui consacre la protection de la santé humaine et de l'environnement en tant qu'objectifs fondamentaux de la directive sur la protection de l'environnement. Nous saluons les efforts déployés par les colégislateurs pour mettre à jour la directive afin de mieux refléter et réduire les sources actuelles de pollution de nos écosystèmes aquatiques et marins.

L'une des principales raisons de se réjouir de ce texte révisé est l'inclusion, pour la première fois dans la législation européenne, de la pollution par les biomédias. Le résultat des négociations du trilogue et des votes ultérieurs du Parlement européen sur la question confirme l'intention des colégislateurs de réduire cette source majeure de pollution plastique grâce à une définition globale de ce que sont les biomédias, à des exigences claires en matière de contrôle de leur

utilisation et de mise en place de mesures préventives pour éviter les déversements, ainsi qu'à des conditions spécifiques pour l'octroi des autorisations de déversement.

Lucie Padovani, responsable de la politique relative aux déchets marins, Surfrider Foundation Europe, déclare :

"Les pertes de biomédias causées par les stations d'épuration étaient un problème largement négligé, bien que des cas catastrophiques se soient produits pendant des années dans toute l'Europe, apportant la preuve des impacts de cette pollution plastique et chimique sur l'environnement marin. C'est pourquoi nous félicitons les institutions d'être parvenues à un accord important et d'avoir adopté des mesures novatrices pour lutter contre cette pollution. "

...malgré les regrets suscités par certaines ambitions revues à la baisse

Malgré les progrès réalisés tout au long du processus de révision, il est regrettable de constater que les co-législateurs n'ont pas donné suite à certaines de leurs intentions initiales.

Toutes les échéances initialement prévues dans la proposition de la Commission ont été reportées et de nombreuses dérogations ont été concédées, ce qui retardera encore la mise en œuvre complète de la directive, y compris en ce qui concerne les obligations déjà existantes. Même si l'introduction de plans de gestion intégrée constitue une occasion unique de rendre nos villes à l'épreuve du climat, il est regrettable que les différents cycles de négociations interinstitutionnelles n'aient pas permis d'établir des objectifs contraignants. Enfin, ouvrir la possibilité de compléter les systèmes de REP (Responsabilité élargie du producteur) par des programmes de financement nationaux entre en contradiction avec le concept du principe du pollueur-payeur.

Lucille Labayle, responsable de la politique de la qualité de l'eau et de la santé à la Surfrider Foundation Europe, déclare : "Nous nous réjouissons vivement du vote d'aujourd'hui :

"Nous nous félicitons vivement du vote d'aujourd'hui car le texte négocié présente des améliorations indéniables par rapport à une directive vieille de 30 ans. Cependant, nous ne pouvons pas nous empêcher d'éprouver des sentiments contradictoires, car les institutions avaient la possibilité de rehausser

audacieusement les ambitions du texte et d'accélérer notre progression vers l'objectif de pollution zéro de l'UE. Nous regrettons que le texte actuel manque plusieurs occasions de répondre à nos attentes, mais nous restons convaincus qu'avec une mise en œuvre solide, nous obtiendrons des eaux plus saines partout en Europe".

Sara Johansson, chargée de mission pour la prévention de la pollution de l'eau au Bureau européen de l'environnement, déclare :

"Nous nous réjouissons que les députés européens aient approuvé l'accord négocié sur les règles relatives aux eaux résiduaires urbaines. Bien qu'il ne saisisse pas pleinement l'opportunité d'adapter les villes au changement climatique, l'accord est un pas dans la bonne direction pour s'attaquer aux micropolluants et responsabiliser les pollueurs. Maintenant, c'est au tour du Conseil de sceller l'accord ! "

Malgré quelques déceptions, la nouvelle directive sur les eaux usées reste un instrument essentiel de l'UE et une feuille de route pour lutter contre la pollution de notre environnement aquatique et marin. En raison de la procédure de rectificatif, le texte final de la directive ne devrait pas être formellement approuvé et publié au Journal officiel de l'Union européenne avant l'automne de cette année. Surfrider Foundation et le BEE appellent les décideurs de l'UE à garantir un processus rapide et à faire en sorte que la directive entre en vigueur dès que possible afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'eau dans l'ensemble de l'UE.

Nous restons à la disposition des journalistes pour toute demande d'information ou d'interview.

A propos de Surfrider Foundation Europe

L'ONG Surfrider Foundation est un collectif d'activistes positifs qui agit concrètement sur le terrain au quotidien pour transmettre aux générations futures un Océan préservé. Notre mission : Porter haut et fort la voix de l'Océan ! Nos armes ? Sensibiliser et mobiliser les citoyens, enfants comme adultes (notamment grâce à 48 antennes bénévoles dans toute l'Europe), utiliser notre expertise scientifique pour porter des actions de lobbying et transformer les entreprises. Découvrez l'association sur <https://surfrider.eu/> ou via [cette vidéo](#)

CONTACT :

Elise Baritaud | Assistante relations médias | 06 17 04 00 27 | press@surfrider.eu





La campagne "**Eau saine**" de Surfrider Foundation Europe est soutenue par le programme LIFE créé par la Commission européenne. Le soutien de la Commission européenne à la production de cette publication ne constitue pas une approbation de son contenu, qui n'engage que ses auteurs, et la Commission ne peut être tenue responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations qu'elle contient.